

Gros succès pour le Congrès de la FNO

LA WALLONIE ACCUEILLAIT LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION NATIONALE OVINE FRANÇAISE FIN AVRIL. CE FUT UNE PREMIÈRE CAR CE RASSEMBLEMENT ANNUEL EST HABITUELLEMENT ORGANISÉ DANS L'HEXAGONE. POUR LE CRU 2017, L'ACCENT AVAIT ÉTÉ MIS SUR L'EUROPE, C'EST DONC TOUT NATURELLEMENT QUE LA WALLONIE A OUVERT SES PORTES AUX ÉLEVEURS OVINS FRANÇAIS. C'EST AINSI QUE PLUS DE 150 ÉLEVEURS SE SONT RASSEMBLÉS À LIBRAMONT POUR CÉLÉBRER LE 70^e ANNIVERSAIRE DE LA FNO. LA FUGEA A PRIS PART ACTIVEMENT À L'ORGANISATION DE CE CONGRÈS. DURANT TROIS JOURS, LES ACTIVITÉS, TABLES-ROUNDES ET VISITES SE SONT SUCCÉDÉES À UN RYTHME SOUTENU. RETOUR EN QUELQUES POINTS SUR CET ÉVÉNEMENT, UNE OCCASION EXCEPTIONNELLE DE METTRE À L'HONNEUR LE SECTEUR ET LES ÉLEVEURS OVINS WALLONS (RÉSUMÉ DES VISITES EN PAGE 31).

TABLE RONDE : BREXIT - QUEL IMPACT POUR LA FILIÈRE OVINE ?

Le Congrès s'est terminé, le vendredi 28 avril, par une table ronde sur le thème du Brexit, et plus particulièrement de son impact sur une filière ovine déjà fragile. Un débat riche en informations et réflexions qui rassemblait autour de la table Michel Barnier (négociateur en chef du Brexit pour l'Union Européenne), Eric Andrieu (eurodéputé français), Marc Tarabella (eurodéputé belge), Sabine Laruelle et deux éleveurs ovins (un français et un irlandais).

Pour certains (dont Marc Tarabella), il faudra un Brexit ferme : on ne peut faire un pas de côté et continuer à profiter du marché européen. La Grande-Bretagne est un partenaire important dans les

échanges mondiaux de viande, spécialement ovine, et joue un rôle particulier dans sa contingence avec la Nouvelle-Zélande, grande productrice d'agneaux. Les barrières tarifaires avec la Grande-

Bretagne doivent être relevées pour la viande de mouton, et donc avec la Nouvelle-Zélande également. D'une logique implacable et pourtant, dans ce marché ultra complexifié d'importation et d'exportation, quelles sont les implications exactes que nous pouvons attendre ?



Illustration : OLI

Jean Devillers, Président de la Fédération Interprofessionnelle Caprine et Ovine Wallonne (crédit photo : Nicolas Graux - Awé)



L'Union Européenne est importatrice de 210 000 tonnes de viande ovine, principalement depuis la Nouvelle-Zélande. La Grande-Bretagne est exportatrice à raison de 80 000 tonnes par an, principalement vers les pays de l'Union (avec la France en tête de liste). Elle est aussi importatrice : 90 000 tonnes par an provenant principalement d'Irlande, mais aussi d'Espagne et de France.

Ces flux (simplifiés) gravitant autour de la Grande-Bretagne seule illustrent la complexité des négociations qui vont être entamées. Pour gagner certaines de ses revendications, l'Europe devra en laisser certaines aux mains des Anglais. Et c'est ce qui peut inquiéter. Les pays comme l'Irlande par exemple, petit

pays très dépendant de la Grande-Bretagne (exportation majeure de viande ovine et importation de viande bovine et produits laitiers) sont particulièrement inquiets, étant donné les délais et les incertitudes concernant la période de négociations. Vu leur complexité, celles-ci devraient durer entre trois et cinq ans. Il semble qu'une durée de deux ans soit un peu optimiste... Beaucoup espèrent que la Grande-Bretagne continuera, durant cette période, à contribuer au maintien des collaborations et des prix. Les Français, quant à eux, s'inquiètent d'une possible augmentation des droits de douanes. Une offre continue en viande ovine impose une importation lors des périodes creuses observées dans nos élevages saisonniers. C'est donc, pour eux, l'importation nécessaire à certaines périodes qui contribue au maintien du marché ovin français.

EXPORT ET IMPORT... LOGIQUE ?

Certains (comme Marc Tarabella et Eric Andrieu) réagissent cependant à ces représentations. Il ne faut pas penser trop vite à la Nouvelle-Zélande, par exemple, pour remplacer les importations de la Grande-Bretagne. Ces grands pays producteurs, tout comme l'Australie, ont développé des programmes nationaux très compétitifs sur lesquels il est difficile de s'aligner. En Europe, les prix des productions ont tendance à suivre ces marchés tout en imposant des normes environnementales toujours plus strictes. Les producteurs européens sont pris en étau dans cette concurrence déloyale. Plutôt que des négociations perdues d'avance, c'est



Illustration : OLI

une vraie politique publique reliant production et alimentation, augmentant les budgets agricoles (comme partout dans le monde actuellement, sauf en Europe !) et réglant les problèmes sociétaux inhérents à l'agriculture (l'environnement et la santé) qui doit être entreprise. Finalement, qu'a-t-on à gagner de ces exportations quand on sait que la variable d'ajustement, dans les négociations commerciales, sera toujours le producteur !

tante chez nous.

MENACE OU OPPORTUNITÉ ?

Certains eurodéputés voient d'ailleurs une opportunité au Brexit. Le départ de la Grande-Bretagne, qui a toujours freiné les politiques d'harmonisation et d'avancée communautaire et vu une Europe minimisée à un grand marché économique, ne serait-il pas l'occasion de revoir une partie de nos politiques ?

FM

<p>ÉLEVAGE de moutons Charollais d'Antoine Mabile</p> <p>Élevage Vente Commercialisation Reproduction</p> <p>Contactez-moi : +32 (0)474 60 59 16 info@moutonscharollais.be Chaussée de Nivelles, 694 6230 - Buzet</p> <p>N° de TVA: 0828 653 380</p>	<p>Élevage de moutons charollais dans votre région !</p> <ul style="list-style-type: none"> • reproducteurs issus des meilleures lignées françaises • agneaux de boucherie <div style="display: flex; justify-content: space-around;">     </div> <p>Mon exploitation comprend actuellement 200 brebis, 50 agnelles et 10 béliers reproducteurs !</p> <p>www.moutonscharollais.be</p>	<p>Vente aux particuliers et professionnels dans toute la Belgique</p>
--	---	---